

**Union européenne - Conseil affaires
étrangères - Le Conseil décide de
lancer des négociations en vue de
moderniser l'accord d'association
avec le Chili - Communiqué de
presse du Conseil de l'Union
européenne**

(Bruxelles, 13 novembre 2017)

Le 13 novembre, le Conseil a approuvé un mandat en vue d'ouvrir des négociations avec le Chili sur la modernisation de l'accord d'association actuel.

Les relations politiques et économiques entre l'UE et le Chili sont régies par l'accord d'association signé en 2002. Cet accord a été appliqué à titre provisoire en 2003, notamment en ce qui concerne les dispositions commerciales, tandis que le reste des dispositions a été mis en oeuvre en 2005. Un accord modernisé devrait encadrer les relations entre l'UE et le Chili en couvrant la coopération sectorielle, en matière politique et de sécurité, ainsi que les questions commerciales. Le principal objectif visé est d'approfondir les relations UE-Chili.

Pour ce qui est des questions commerciales, la mise en oeuvre de l'accord actuel a entraîné une augmentation substantielle des échanges de biens et de services entre l'UE et le Chili: les exportations chiliennes de produits agricoles et alimentaires et de services vers l'UE ont presque triplé tandis que les exportations de l'UE vers le Chili ont doublé dans la plupart des secteurs. Toutefois, l'accord actuel n'aborde pas certaines questions importantes liées au commerce et aux investissements, telles que des dispositions particulières sur les investissements, les barrières non tarifaires, les droits de propriété intellectuelle et certaines indications géographiques, ainsi que les contributions au développement durable.

L'accord d'association modernisé UE-Chili est appelé à combler ces lacunes, permettant ainsi de renforcer la coopération existante, de faire baisser les prix à la consommation, d'améliorer l'accès au marché et de créer des emplois et des possibilités de croissance. Tout au long des négociations, l'UE visera à garantir les niveaux les plus élevés de protection sociale, de protection du travail et de protection de l'environnement et à promouvoir la justice sociale et le développement durable.

Sur la base de ce mandat, l'UE sera en mesure d'entamer des négociations avec le Chili. Le premier cycle de discussions débutera le 16 novembre 2017./.